

BRENNERO, BOLZANO (ITALIE) - envoyé spécial

Ce n'est même pas une ville, à peine un village, niché au creux des montagnes, en plein cœur des Alpes. Depuis la gare, par laquelle passent, sans s'arrêter, des trains de marchandises et des lignes à grande vitesse qui traversent toute l'Europe, on distingue des maisons sans charme posées au bord d'une route, un café, une supérette. Rien de monumental, ou même de seulement pittoresque, ne vaudrait qu'on s'arrête dans la commune de Brennero (Brenner, en allemand), 2 000 habitants, s'il n'y avait sa situation unique, qui fait du site l'enjeu de bien des convoitises.

En effet, Brennero garde l'entrée du plus accessible des cols alpins. A moins de 1 400 mètres d'altitude, c'est par là que sont passées, pendant des siècles, les plus importantes routes commerciales reliant l'Italie aux grands marchés d'Europe du Nord. Autant dire que la maîtrise du col engage beaucoup plus que les communes des environs.

En cheminant le long de la route, on arrive devant un centre commercial, puis face à un portique bétonné gardé par un camion militaire italien. Sur les cartes routières, c'est assez simple : ici, c'est l'Italie, au-delà, c'est l'Autriche. Du point de vue du droit, c'est incontestable. Pourtant, le paysage, la population, le passé, tout raconte une histoire infiniment plus complexe.

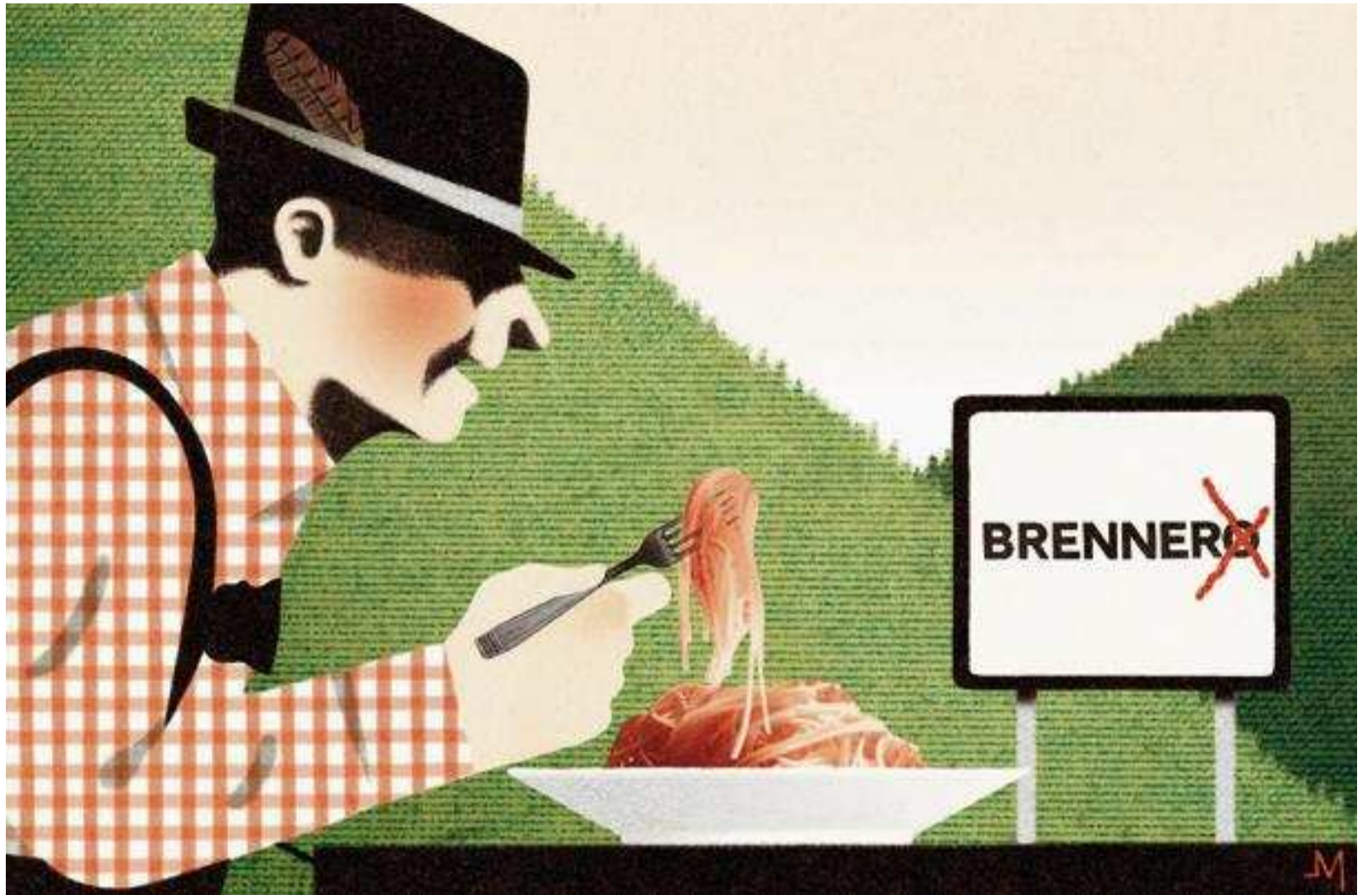
Bienvenue en Haut-Adige – Südtirol pour les germanophones, Tyrol du Sud en français –, morceau d'empire habsbourgeois attribué à l'Italie au sortir de la première guerre mondiale en vertu d'une entorse au principe des nationalités. Aujourd'hui province autonome ayant pour capitale Bolzano (Bözen, en allemand), le Haut-Adige est peuplé de 500 000 habitants, dont plus de 70 % se disent germanophones. Ce chiffre masque d'importantes disparités. A Bolzano, la population est aux deux tiers italophone, mais, à Brennero, tout le monde, ou presque, parle allemand. Et c'est par un « *grüss gott* » (« bonjour ») chaleureux qu'on accueille le client au dernier café avant la frontière.

Entre les deux communautés, plus d'un siècle après l'« *annexion* » – c'est le terme que tout le monde emploie ici –, l'entente est aussi apaisée que possible. Mais, ces dernières semaines, des bruits venus d'Autriche ont jeté un trouble profond. Le 18 décembre, en plein cœur de Bolzano, le député autrichien Werner Neubauer, chargé du Tyrol du Sud au sein de la direction du FPÖ, parti d'extrême droite qui vient d'entrer au gouvernement, a proclamé qu'à la fin de l'année les citoyens germanophones de la région, mais aussi les membres de la minorité de langue ladine (20 000 locuteurs environ) pourront demander des passeports autrichiens. Bravache, le parlementaire a cru bon d'affirmer que « 98 % des ayants droit » feront aussitôt la demande.

#### COUTUMES D'AUTONOMIE LOCALES

A Rome, l'initiative est mal passée. Mais, très vite, le gouvernement a cherché à minimiser, à l'image du vice-ministre de la coopération, Mario Giro, appelant à « *distinguer les slogans des faits* ». Des réserves d'autant plus justifiées que la composante conservatrice de la majorité gouvernementale autrichienne semble plutôt embarrassée. Ainsi Hermann Gahr, responsable des questions relatives au Haut-Adige au sein du Parti populaire autrichien (ÖVP), rappelait, début janvier, que, « *comme tous les autres sujets ayant trait au Tyrol du Sud, il faut une stricte collaboration entre Innsbruck, Bolzano, Rome, Vienne et Bruxelles* ». Autrement dit : la situation particulière de la région commande la prudence.

En prendre conscience suppose de remonter plusieurs siècles en arrière, jusqu'à la fondation, au XII<sup>e</sup> siècle, du comté de Tyrol. Un ensemble relativement pauvre, situé à cheval sur les Alpes, au carrefour des mondes latins et germaniques. Au XIV<sup>e</sup> siècle, le comté revient aux Habsbourg et est incorporé à leur



JEAN-FRANÇOIS MARTIN

# Les vertiges du Haut-Adige

Cette province italienne voisine de l'Autriche est un enjeu majeur pour les deux pays. La montée en puissance de l'extrême droite côté autrichien relance les débats sur sa situation particulière

empire naissant, sans que soient remises en question les coutumes d'autonomie locales.

La partie la plus au sud de cet ensemble, autour de la ville de Trente, est majoritairement peuplée d'Italiens. Une fois constitué le royaume d'Italie, avec Rome pour capitale (1870), elle devient, avec Trieste, l'objectif principal des partisans de l'unité italienne. Il s'impose avec tant d'évidence que l'empereur d'Autriche, François-Joseph, accepte même, en 1915, l'idée de céder la zone à Rome en échange de sa neutralité dans le conflit mondial. Mais l'offre arrive trop tard : l'Italie s'est déjà engagée auprès de la France et de l'Angleterre, qui lui ont promis, pour prix de son entrée en guerre, outre Trente, les terres irrédentes d'Istrie et de Dalmatie, ainsi que Trieste. Ces engagements seront impossibles à tenir au sortir de la guerre. Mais, en compensation, dans les Alpes, l'Italie obtiendra des vainqueurs, outre Trente et ses environs, une large part du Tyrol, jusqu'au Brenner.

« Porter la frontière jusque-là était avant tout un choix symbolique », souligne Hans Heiss, membre du groupe des Verts au conseil de la province de Bolzano, qui passe pour le plus fin connaisseur des particularismes régionaux. « C'est une frontière naturelle, située sur la ligne de partage des eaux entre le sud et le nord de l'Europe, et en même temps c'est une artère commerciale... En plus, c'était une position qui semblait plus facile à défendre. Au fond, dans l'entre-deux-guerres, le Brenner, c'était un peu la ligne Maginot des Italiens. » Problème : en 1919, la région, qui formera plus tard la province de Bolzano, comptait à peine 3 % d'italophones. Le gouvernement italien promet une large autonomie, mais l'arrivée au pouvoir de Mussolini, en 1922, met un terme à cet engagement.

Sous le régime fasciste, l'heure est à l'assimilation à marche forcée. Italianisation des noms propres, interdiction de l'enseignement de l'allemand, installation de populations venues du reste du pays... Bolzano porte encore les traces de cette parenthèse : en traversant la rivière Talvera, laissant der-

rière soi un petit centre historique à l'impeccable charme habsbourgeois, on débouche sur le Monument de la victoire, mastodonte de marbre marquant l'entrée dans la « ville italienne ». Tout autour se déploient plusieurs bâtiments de style rationaliste, caractéristiques de cette époque.

Dans la province de Bolzano (créée en 1927), l'arrivée au pouvoir d'Hitler, puis l'Anschluss, en mars 1938, font naître un espoir chez les germanophones : le chancelier allemand pourrait demander le rattachement au Reich de la province. Mais celui-ci douche vite ces attentes. En mai 1938, il se rend à Rome et, depuis le balcon du palais du Duce, déclare que la frontière du Brenner a été « offerte par la providence » aux deux nations. « Pour que ce soit encore plus clair, Hitler, qui a traversé le Haut-Adige lors de son voyage vers Rome, l'a fait rideaux baissés, pour ne pas devoir répondre aux populations qui l'acclamaient », précise Hans Heiss. En 1939, Rome et Berlin concluent un accord : les germanophones qui en font la demande pourront librement quitter la région et s'établir en terre allemande. La guerre en empêchera la mise en œuvre.

En 1945, la question du Haut-Adige revient sur le devant de la scène. Tout commanderait de le restituer à l'Autriche, pour rectifier cette anomalie géopolitique au cœur de l'Europe, mais les vainqueurs ne veulent pas prendre le risque de déstabiliser l'Italie. En 1946, à Paris, les Alliés demandent à ce pays d'offrir une large autonomie à la région. Injonction habilement contournée par le président du conseil Alcide De Gasperi, lui-même originaire de Trente, qui réunit en un seul ensemble le Trentin et le Haut-Adige, afin de former une région certes autonome, mais majoritairement italophone.

Les années 1950 sont marquées par de nombreux épisodes de violence politique, certains mortels, et, en 1960, l'affaire est portée devant l'ONU par l'Autriche, qui enjoint à Rome et Vienne de trouver un accord. En 1971, un « paquet » de 137 mesures est adopté, vidant la région Trentin-Haut-Adige

de l'essentiel de ses prérogatives pour mieux confier à la province de Bolzano l'autonomie la plus large qui soit : dans les faits, hormis la police et l'armée, rien n'est plus du ressort du gouvernement italien. Résultat : les armes se sont tues, même si un fort courant indépendantiste subsiste, et le multilinguisme le plus absolu est la norme. Pourtant ce n'est qu'en 1992 que l'ONU a considéré que l'affaire était close.

#### PROSPÉRITÉ ET STABILITÉ

Sur place, un recensement est effectué tous les dix ans, et son résultat sert à répartir les postes publics. « *Mais la clé de tout, c'est qu'on ne vous demande pas à quel groupe linguistique vous appartenez, mais plutôt dans quel groupe vous voulez être recensé. C'est cette nuance qui est décisive* », assure le jeune président de la province, Arno Kompatscher, également dirigeant du Parti populaire sud-tyrolien (Südtiroler Volkspartei, SVP) aux affaires depuis l'après-guerre. Pour cette raison, le SVP, qui prône depuis toujours la double nationalité des citoyens du Haut-Adige, s'est bien gardé d'encourager l'initiative autrichienne. « Si le double passeport est instauré, il faut que ce soit pour toute la population. Il ne faut pas que nous ayons deux sortes de citoyens, les « vrais », à double nationalité, et les autres », poursuit Arno Kompatscher. La paix civile est à ce prix.

L'autre facteur de stabilité est la prospérité. En la matière, le Haut-Adige est bien pourvu : avec un PIB par habitant de 42 000 euros et des secteurs très dynamiques (agriculture, tourisme...), c'est la province la plus riche d'Italie. Il est même en meilleure santé que le Tyrol autrichien.

Dès lors, si on vit mieux à Bolzano qu'à Innsbruck, pourquoi changer les choses ? Du fait de ses très larges prérogatives, le Haut-Adige conserve la maîtrise de près de 90 % des impôts perçus, et le « solde fiscal » de la région – la différence entre ce que l'Etat donne et ce qu'il perçoit – n'est que de 1 000 euros par personne, soit six fois moins que la contribution de la Lombardie, pourtant moins riche. Autrement dit : en Haut-Adige, de façon très pragmatique, l'Etat italien a su « acheter » la paix civile.

Au cœur du quartier « italien » de Bolzano, dans l'ancien bâtiment des Jeunesses fascistes, les chercheurs du centre Eurac sont aux premières loges pour scruter la coexistence pacifique qu'ont su instaurer, à coups de compromis, les multiples acteurs de l'histoire locale. « *Vivre ici, c'est se définir sans cesse. A Bolzano, un italophone peut se sentir à la fois citoyen italien, minoritaire à l'échelle de sa province, et majoritaire dans sa ville* », explique Günther Rautz, directeur – autrichien – de l'Institut sur le droit des minorités, hébergé par le centre. On peut aussi le dire de façon plus triviale, comme l'a fait ce membre de l'administration provinciale, avant de supplier – en riant – de ne pas citer son nom : « *Bien sûr, nous appartenons au monde germanique. Mais, ici, nous sommes aussi en Italie. Alors on mange mieux, et le café est meilleur !* » ■

JÉRÔME GAUTHERET



« À BOLZANO, UN ITALOPHONE PEUT SE SENTIR À LA FOIS MINORITAIRE À L'ÉCHELLE DE SA PROVINCE ET MAJORITAIRE DANS SA VILLE »

GÜNTHER RAUTZ  
directeur de l'Institut  
sur le droit des minorités